

A.P.L. • ouest

informations

bulletin régional hebdomadaire
de l'Agence Presse Libération

A.P.L. 14 rue de Bretagne 75003 Paris
29 rue J. Jaurès 44000 Nantes - Librairie 71 -
dir.: M. Clavel tél: 73.82.48

reproduction et utilisation des informations "A.P.L." entièrement libres!

bulletin A.P.L. : 1^f, abonnement (12^{nos}) : 10^f, imp.spé.
APL Nantes, périodique CCCAP 54701. APL Nantes, périodique CCCAP 54701

SOMMAIRE :

N° 91

- Page 1 : En Bref- Calendrier
- Page 2 : Les Dervallières, ça n'est pas Chicago
- Page 3 : Les Dervallières suite
- Page 4 : A propos du débat de Politique Hebdo
- Pages 5 à 7 : Cholet- ville morte
- Page 8 : Nantes: ça bouge à la caserne
- Page 9 : Une menace d'attentat raciste
- Page 10 et 11 : Opération poireaux
- Pages 12 et 13 : Pléssé: occupation d'une ferme
- Page 14 : Rififi à Redon (Garnier)
- Page 15 : St Nazaire, les ennuis d'un inspecteur
- Pages 16 et 17: intérimaires en lutte chez Dubigeon
- Page 18 : Groupe D'Action Nord

G-A L E N D R I E R

Jeudi 10 : CHOLET -- ville morte : 2 heures d'action de 16 h 30 à 18 h 30
Grand rassemblement de la population à 17 place Travot

Vendredi 11 : Film " A l'ombre des potences " western de Nicolas Ray à 20 h 30
au centre social du bout des Pavés . Prix 2 F

CROSSAC : rassemblement organisé par la CFDT (enseignement privé)
à la suite du licenciement sans préavis d'une institutrice (en congé
de maladie depuis 6 mois) malgré ses 10 ans d'ancienneté, de bons
rapports d'inspection et l'appréciation positive des directeurs pré-
cédents.

Samedi 12 et Dimanche 13 : " Portes ouvertes chez PERIER occupé (cf. article).

Samedi 12 et Mardi 15 à 20 h 30 : Projection d'un montage audiovisuel du comité
d'accès aux bords de l'Erdre. Samedi au Foyer de la Jeune Travailleuse
Place Ste Elisabeth.

Mardi au Foyer du Jeune Travailleur Bd Vincent Gache.

Le CABE vous invite également à pique niquer en famille le 27.

Au programme : " aménagement des bords de l'Erdre pour rendre acces-
sible à la promenade toute une longueur de rive ".

Dimanche 13 : Le Mouvement Français pour l'Abondance (GSED section Nantes)
communiqué :

Les camarades et sympathisants sont avisés que la réunion mensuelle
se tiendra le dimanche 13 à 10 h, 1 place des Filets (Trentemoult)

Ordre du jour : -- correspondance -- spectacle du téléphone --

-- intervention auprès des Parlementaires de L.A. et des partis poli-
tiques -- campagne pour le 1er Mai -- choix entre la croissance incont-
trôlée et l'énergie nucléaire -- Les professions et les consommateurs

-- la finance -- confrontation d'idées --

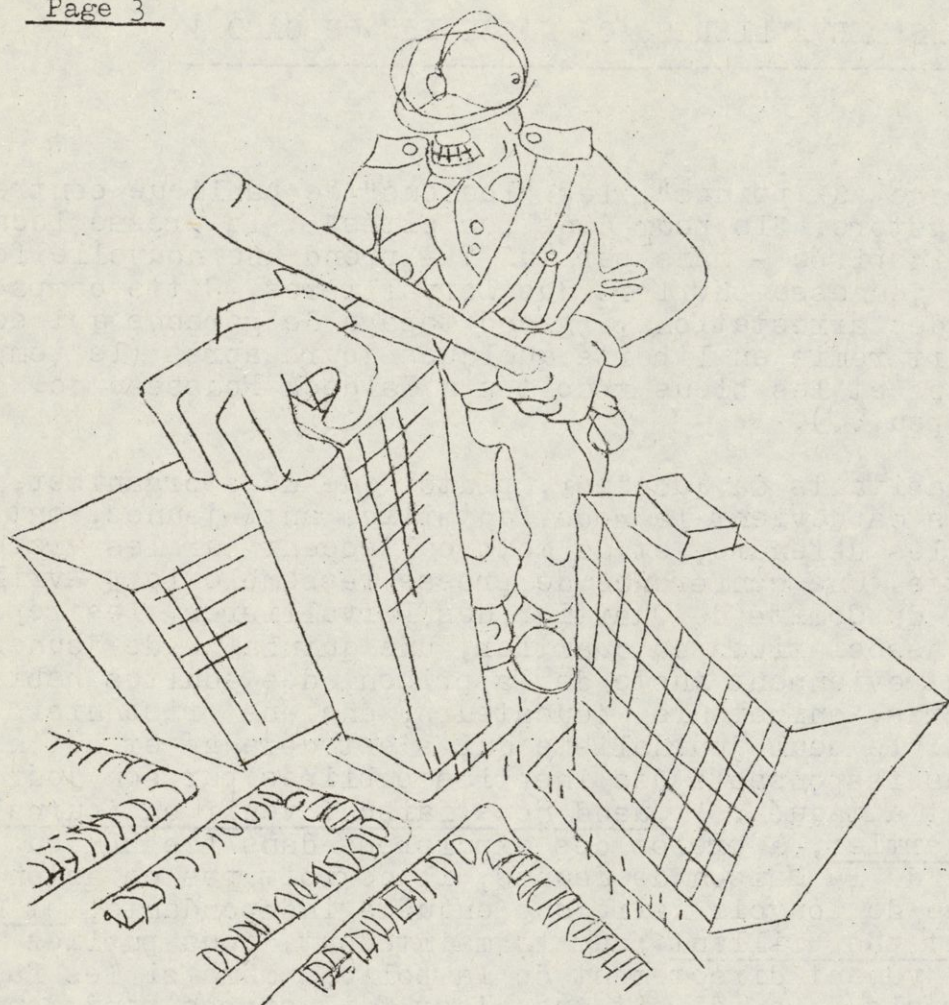
NON, LES DERVALLIERES; CA N'EST PAS CHICAGO !

"La rage aux poings", les "loulous" de banlieue contre minets du Drugstore, "la peur dans les cités" : la presse locale, vraiment mal inspirée - mais par qui ? - prend une nouvelle fois pour cible la jeunesse ouvrière des Dervallières. Cette campagne fait suite à des arrestations à grand tapage de garçons qui sont pour la plupart remis en liberté quelques jours après (le temps pour les bosses et les bleus récoltés à Waldeck Rousseau de s'effacer un peu...).

Des habitants du quartier, plutôt que de s'organiser, comme ailleurs ça devient la mode, en milice anti-jeunes, ont entrepris de les défendre, et de mettre l'accent sur les vrais responsabilités. Une conférence de presse rassemble le 4 Avril dans le local du Comité de Quartier des Dervallières, les représentants des associations du quartier, une quinzaine de jeunes dont certains reviennent juste de la prison, des adultes habitants des Dervallières, animateurs, éducateurs, anciens prisonniers. Et la presse : le seul journaliste qui s'est dérangé et qui n'est d'ailleurs pas responsable des inepties publiées par son journal est violemment attaqué : "Quand nous faisons venir un journaliste dans le quartier, à propos des expulsions dans les HLM ou des problèmes de la Maison de Jeunes, il ne croit pas ce qu'on lui dit, exige de pouvoir faire une enquête indépendante, et le résultat n'est pas brillant : et là maintenant, vous publiez n'importe qui venant directement de la police, même si les faits ne sont pas réels... on dirait que c'est fait exprès pour monter les gens contre les jeunes. Si les gens tombent dans le panneau et se mettent à faire la police eux-même comme les videurs dans les bals, ça arrange les flics, qui ont peur de se faire casser la gueule...".

Une dame du quartier qui n'a pas d'enfants mais comprend les problèmes des familles, témoigne : "le jeune C... 15 ans, (relâché aujourd'hui) ils lui ont passé les menottes et l'on embarqué devant chez moi, j'ai cru qu'il avait fait au moins un hold-up... sarmère lui avait acheté un blouson de cuir vert, ils ont téléphoné chez Brunner pour vérifier, que ce n'était pas un vol... Ma voisine quand son fils est parti en prison elle n'osait plus sortir, elle croyait que tout le monde la regardait, j'ai tapé dans le radiateur, mon téléphone arabe, et je suis allée la voir. J'habite en face de la maternelle, pour une simple bagarre de jeunes, les flics viennent ils coursent les jeunes à moto avec des mitraillettes et des chiens, ils les attachent aux grillages a côté de la maternelle avec les menottes, pour faire l'éducation des enfants sans doute...".

Le problème de la Maison des Jeunes "elle ouvre, elle ferme, elle ouvre, elle ferme... ça ne firit pas. On parle des dégradations, on grossit tout : quand elle a été fermée pour la deuxième foix, en fait de dégradations, il y avait quelques graffiti sur les murs en bas. C'est comme ceux qui sont en prison pour avoir, parait-il, "tenté d'incendier la M.J." : en réalité un bouchon de réservoir avec un peu d'essence sur un carton de contreplaqué, une flamme de 15 secondes, un petit geste de révolte... 3 jeunes en prison pour 3 semaines, déjà, et toujours pas sortis.



On a coupé l'herbe sous le pied des associations du quartier qui essayaient de faire participer les gens à la gestion de la Maison des Jeunes, rebaptisée alors Maison de Quartier. On ? la municipalité. Une première initiative, une séance de cinéma, des centaines de gosses sont venus le dimanche, alors qu'avant les parents disaient " jamais je n'enverrai mes gosses à la M.J.". Ensuite on a préparé une fête populaire un fest-noz. Il a été interdit au dernier moment, 400 à 500 personnes, jeunes et adultes étaient venus. On essaye de faire sortir les gens, qu'ils ouvrent un peu les yeux et qu'ils ferment la télé. L'anti-jeunes et d'ailleurs l'anti-voisin, l'intolérance, montrent en ce moment dans les H.L.M. en raison des conditions d'habitats et de la dégradation des conditions de vie.

On a construit la cité dans un cadre assez favorable mais sans prévoir en même temps les équipements collectifs adaptés. Beaucoup de jeunes sans qualification se trouvent sans travail, il n'y a pas de CET. Autre exemple : rien n'est prévu pour se défouler, c'est interdit dans les appartements (manque de place, bruit) les cages d'escalier, les caves, les rues, sur les pelouses, il n'y a pas d'espaces libres. La Maison des Jeunes est venue comme une structure, au départ complètement artificielle plaquée sur le quartier. On a demandé l'avis de personnes et pour cette raison ça n'a pas marché, et quand les militants du quartier ont essayé de prendre la chose en mains, ils se son

heurtés à la Municipalité, et même à la Législation en vigueur.

Les HLM sont un progrès sur les logements insalubres qui les ont précédés ? Peut être. La solution ne se trouve-t-elle pas maintenant dans les pavillons individuels ? Pas s'il faut pour cela se priver de vacances pendant quinze ans, déjà aujourd'hui on a tendance à remplacer le beurre par la margarine...

UNE CONCLUSION ? Pendant la Commune de Paris, la classe ouvrière révoltée gérait la ville sans contraintes, sans police : toutes les portes restaient ouvertes les gens s'entendaient bien, et le vol était pour ainsi dire inconnu".

ORGANISATION COMMUNISTE REVOLUTION !

Nantes le 26 Mars

DEST : PSU
LCR
UMN

Chers camarades,

Vous avez pris l'initiative de publier par voie de tract l'appel de Politique Hebdo "pour une réflexion commune de la grande révolutionnaire" avec au verso une déclaration du PSU de la LCR et de l'UMN appelant à soutenir cette initiative.

Or vous l'avez fait sans prendre aucun contact localement avec notre organisation qui est partie prenante de cet appel au niveau national. La lecture du tract ne peut conduire qu'à deux interprétations : ou bien l'Organisation Communiste Révolution n'existe pas à NANTES ou bien nous serions localement en désaccord avec une position adoptée nationalement.

Les deux étant parfaitement faux, la diffusion de ce tract nous paraît tout à fait inopportune.

Plus encore, il est pour nous évident que de telles pratiques augurent mal de la possibilité d'ouvrir un débat politique réel entre les différentes composantes du mouvement révolutionnaire : si cette initiative est utilisée à des fins sectaires ou partisans avant même d'avoir vu le jour, comment pourrait elle déboucher sur une confrontation de fond sur les problèmes stratégiques qui sont l'ordre du jour pour l'ensemble de la gauche révolutionnaire ?

Les grands projets s'accommodent mal des petites manoeuvres...

SALUTATIONS REVOLUTIONNAIRES

Organisation Communiste Révolution

NANTES

CHOLET : "VILLE MORTE"
oooooooooooooooooooooooooooooooooooo

Perier : 532 licenciements Corafa : 35 licenciements
Guerineau: 67 " Masson : 40 "
Sonia 155 " et de plus en plus de chomages partiels;
Les organisations ci-dessous appellent jeudi 10 de 16h30 à 18h30
à 2 heures, d'action "Cholet ,ville morte"; grand rassemblement de la
population à 17 heures place Travot.
CFDT; CGT; PCF; PS; JOC; MJCF; UFF; AFP; FNMIP;

PERIER EN LUTTE . . . USINE OCCUPE

PORTES OUVERTES Devant le succes de la precedente porte ouverte,
oooooooooooooooooooo
le comité d'action organise samedi 12 en apres-midi et dimanche 13
une nouvelle porte ouverte avec visite de l'usine et discussion avec
les ouvriers de l'usine.

LA SITUATION
oooooooooooooooooooo

Depuis le Mardi 18 Février 1975, le personnel de chez PERIER
occupe leur entreprise.

Aujourd'hui ils s'adressent à vous afin de vous expliquer et
vous éclairer sur leur action.

VOICI EN CLAIR LA SITUATION :

8 jours avant la fin de leur préavis, les travailleurs cessent
le travail et à l'appel de leurs organisations syndicales C.F.D.T. et C.G.T.
décident d'occuper leur entreprise. Dans quelles conditions ?

Dès le départ, des pressions de toutes parts se font jour (dirc-
tion, syndic, cadres et représentants).

Face à cela les travailleurs en lutte répondent que tous ceux qui
désirent travailler peuvent le faire. Ce qui éliminait la justification d'un
voto, autre moyen de pression de la part du syndic qui conditionnait le ver-
sement de la paie à la continuation des commandes en cours et aussi à l'éva-
cuation de l'entreprise.

L'OCCUPATION POURQUOI ?

- Pour défendre l'outil et le travail,
- Pour empêcher le syndic de vendre les machines,
- Pour défendre le droit à l'emploi,
- Pour exiger une solution rapide sur des bases saines avec la garantie
des pouvoirs publics.

C'est aussi pour maintenir intact leur outil de lutte : les orga-
nisations syndicales.

Si les travailleurs PERIER avaient quitté lundi soir leur entre-
prise, leurs sections syndicales n'existeraient plus.

Page 6

PERIER occupé c'est la présence d'une force, sans cela le personnel PERIER serait une proie que n'importe qui pourrait manger à n'importe quelle sauce !

Cela les travailleurs PERIER l'ont compris, mais ce n'est évidemment pas du goût des éventuels exploiters, détenteurs de capitaux, qu'ils soient français, belges ou allemands...

Cela explique les moyens de pression qui ont déjà et qui vont être exercés.

LA LUTTE SERA DURE

Tout sera mis en oeuvre pour faire échouer l'action engagée chez PERIER.

Depuis la décision de liquidation début Décembre, aucune solution n'a abouti. Les POUVOIRSPUBLICS et les PATRONS sont RESPONSABLES.

Une solution a été annoncée le lundi 24 Février 1975, aucune précision n'a été donnée concernant le nombre de personnes qui seraient embauchées, les salaires, les droits, etc... Mais déjà il y a une condition préalable :
EVACUER LES LOCAUX.

/// Les travailleurs cesseront l'occupation lorsqu'ils auront
/// négocié leur reprise avec des garanties sérieuses sur documents signés.

TRAVAILLEURS, TRAVAILLEUSES du CHOLETAIS, tout cela est grave. L'Opinion ne doit pas être dupe. Les travailleurs ont engagé une lutte de classe avec les seuls moyens qui leur restaient.

ILS ne veulent pas être des pions, ILS veulent avoir leur mot à dire dans toutes solutions qui concernent leur avenir.

ILS n'acceptent pas d'être chômeurs, ce qu'ils veulent c'est
LE DROIT AU TRAVAIL.

L'issue de leur lutte dépendra de la SOLIDARITE EFFECTIVE de TOUTE LA POPULATION.

PERIER C'EST LA LUTTE DE TOUS.

(tract CFDT - CGT).

CE QU'IL FAUT SAVOIR

A l'abattoir des HERBIERS des personnes ont été licenciées. Un gars a demandé l'application de la loi : Que les heures supplémentaires soient payées :

- Au delà de 40 heures 25 % de majoration
- Au delà de 48 heures 50 % de majoration.

Comme réponse on le met à la porte sans motif valable. La vraie raison étant la demande par le travailleur de l'application de la loi. EST-CE UNE FAUTE ?

Suite à ce licenciement abusif, le travailleur à l'aide du syndicat CFDT qui a pris en charge cette affaire a pris en charge cette affaire a conduit la direction de l'abattoir à une confrontation devant l'inspection des lois sociales en agriculture.

RESULTAT DE CETTE ACTION :

- 3 semaines de préavis supplémentaires pour cet ouvrier ainsi que pour une employée de bureau précédemment licenciée.
- 45 % du salaire antérieur en complément du chômage pendant trois mois sous forme de dommages et intérêts pour licenciement abusif.
- D'autre part dans l'avenir les fiches de paie doivent être remplies légalement, donc avec les heures supplémentaires mentionnées et payées.
- La direction doit mettre en place un comité d'entreprise qui est obligatoire dans un établissement de plus de 50 ouvriers.

Un comité d'entreprise ne règle pas tout si les gens ne s'organisent pas et ne prennent pas leurs responsabilités.

Une personne a refusé d'être exploitée et a agit pour la défense de ses droits et ceux des travailleurs.

Union locale C.F.D.T.

AUX HERBIERS / SEROC (usine de chaussures)

Les ouvriers empêchent 80 licenciements

Jeudi 27 mars: Le comité d'entreprise apprend que 80 licenciements sont prévus; après plusieurs contacts, la section CFDT convoque une assemblée générale où l'ensemble du personnel (plus de 200) en se référant à LIP refuse les licenciements et obtient un chômage technique relativement intéressant (La convention collective prévoit que la paye sera au minimum de 90% du salaire réel)

EN BREF : 2 affiches de 3m. sur 2 ont été posés dans la nuit du 8 au 9 à la Faculté de Médecine dénonçant Mr. Barbin professeur d'anatomie qui réussit à cumuler, grâce à ses absences, plusieurs fonctions rémunératrices:

- Chef de service des urgences du CHU ; 10 000 f. par mois ; présence quelques heures dans l'année, (surtout pendant les visites officielles)
- chef de service de chirurgie du C.R.L.C. (centre de recherche sur la leucémie et le cancer); plus de 10 000F par mois; présent un jour par semaine.
- Patron de clinique privée dont la rémunération est certainement supérieure aux précédentes.

Suite et fin page 15

LE CAS RIPOCHE... OU LA REFORME DANS L'ARMEE

RIPOCHE a été incorporé en Octobre 74 au CISS-NANTES. Sa mère est chef d'entreprise de fabrication de chaussures près de CHOLET (Maine et Loire) employant 170 ouvriers : les chaussures "Gentleman".

LA PERMISSION PERMANENTE DE NUIT : PPN

Fin Octobre 74, Mme RIPOCHE demande une entrevue au lieutenant Colonel GOURRE : "Mon fils peut-il bénéficier d'une PPN pour venir m'aider à l'usine le soir ?" dit-elle en substance. Naturellement, RIPOCHE obtint satisfaction. Pourtant, jusqu'ici il faut être marié, avoir fini ses classes, pour obtenir cette permission qui ne reste encore valable que dans la garnison.

LA LIBERATION ANTICIPEE

RIPOCHE essaie de l'obtenir par la voie "normale" : dépôt des dossiers qui vont rapidement... contrairement aux lenteurs de l'administration.

La seconde voie est plus efficace : c'est l'intervention d'ANSQUER, député UDR de VENDEE (85), Ministre du Commerce et de l'Artisanat : "Je vais manger chez ANSQUER ce soir pour voir où ça en est" dit le soldat RIPOCHE.

Ça a marché : RIPOCHE est libéré le 31 Janvier 75 à 4 mois d'armée soit 8 mois de libération anticipée... jamais vu de mémoire d'appelé.

NOUS RETENONS DE TOUT CA :

- que nous pouvons avoir quartier libre de 18 H le soir à 7 H le matin même pendant les classes, en étant célibataire, en dehors de la garnison de NANTES.
- que, nous aussi, nous pouvons demander une libération anticipée motif : comme RIPOCHE : ANSQUER pense qu'une entreprise ne peut pas marcher sans patron ; nous, nous pensons surtout qu'elle ne peut pas marcher sans travailleurs.

L'ARMEE CONTINUE LES INEGALITES DE LA SOCIETE

Le patron reste patron à la caserne : il conserve ses privilèges et obtient un régime préférentiel. Alors, l'armée est apolitique ???? SOLDATS, sous l'uniforme, nous restons des travailleurs. Nous avons des revendications à satisfaire : ORGANISONS-NOUS !!!

DES SOLDATS DU C.I.S.S.

MONSIEUR LE MINISTRE,
C'EST RAPPORT AU PETIT 000



(Affaire Riposte - suite)

LES IMMIGRES : ALERTE A LA BOMBE

Samedi soir un groupe de travailleurs immigrés "Les Immigrés" organisait salle Paul Fort une soirée de chants populaires de leur pays. Au milieu de la séance, un numéro inattendu : un commissaire de police entre en scène suivi de quelques pompiers. Ils font évacuer la salle pour la fouiller déclarant : "on nous a avertis qu'il y a une bombe". Dix minutes après le spectacle reprenait, la fouille n'ayant rien donné. S'agissait-il d'une réelle menace de la part des racistes ? La fouille ayant été très rapide, on peut se demander si la police y croyait réellement. Les immigrés préparent une autre soirée pour le 19 Avril.

les légumes sont chers!

- La mâche payée 1 F/Kg au producteur, est vendue au détail de 5 à 10 F/Kg
- Les étés 1973 et 74, la laitue était payée 0,15 F au producteur
- Actuellement, le poireau est payé 0,48 F/ Kg au producteur quand, commercialiser 1 Kg coûte environ 0,75 F.

QUELQUES 500 TONNES DE POIREAUX SERONT DETRUITES dans les champs à proximité de Nantes

- + parce que : - à ce prix le salaire du petit producteur est très inférieur au S.M.I.G.
 - à cette saison, il ne sera bientôt plus commercialisable (bâton dans la tige)
 - c'est la saison de planter ou de semer des cultures pour l'été.
- + alors que : -- dans la Z.U.P. de Bellevue, parmi les 30 000 habitants, un bon nombre mangent patates, nouilles et café au lait ... , les légumes étant trop chers !

VOICI UN RESULTAT QUOTIDIEN DE "L'ANARCHIE" DU SYSTEME CAPITALISTE

Pour nous, Paysans-Travailleurs, "l'opération-radis" nous avait ouvert les yeux sur les conditions de vie dans les quartiers populaires. A l'inverse, les Femmes de ces quartiers ont entrevu les conditions de vie, de travail, et le combat des Paysans-Travailleurs contre les patrons et l'Etat.

PAYSANS TRAVAILLEURS, QUI SONT-ILS ??

Ce ne sont pas des paysans qui travaillent particulièrement plus que d'autres ! Mais, nous savons que s'il existe de grosses entreprises agricoles dirigées par un patron, pour nous, nos patrons sont les négociants, conserveries, trusts du machinisme et des engrais, Crédit Agricole, grandes surfaces, autrement dit : le capital. Le paysan est obligé d'accroître sa production par du matériel de plus en plus nombreux et cher, pour survivre. En définitive : Il s'endette toujours plus en travaillant toujours plus.

C'est pourquoi NOUS NOUS JOIGNONS A LA LUTTE DES TRAVAILLEURS.

Il existe des paysans-travailleurs dans la plupart des régions de France qui, comme en Loire-Atlantique, combattent le capitalisme avec les travailleurs de la terre et aux côtés des travailleurs de l'industrie.

Les grands journaux, les radios, la télé ne parlent que du syndicat agricole des patrons : la F.N.S.E.A. de Debatisse. Il en est de même pour le syndicat des patrons maraîchers Nantais qui contribue à maintenir les privilèges des mieux nantis.

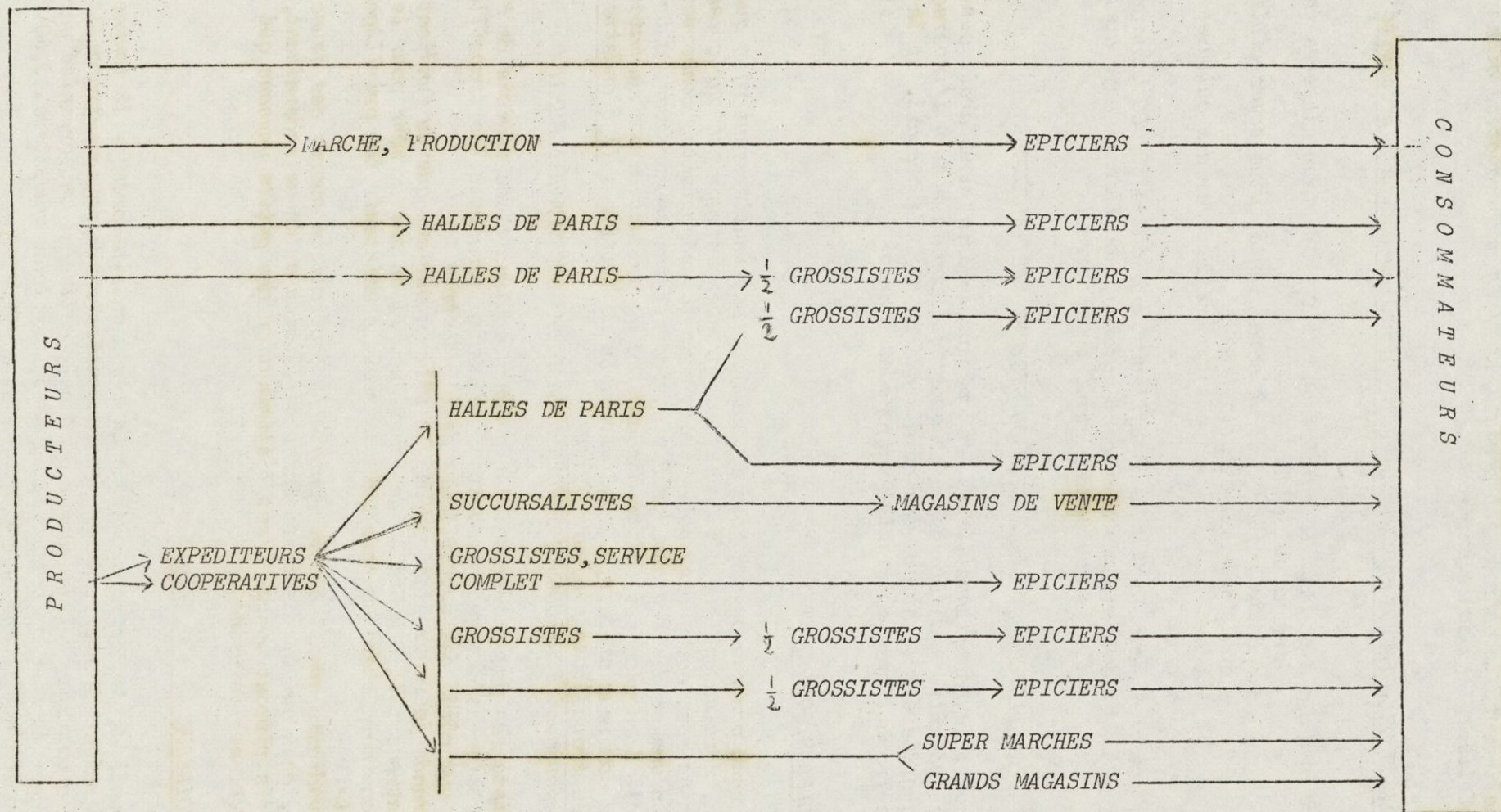
Ces syndicats sont les porte-parole du capitalisme auprès des jeunes et petits paysans, chez qui ils entretiennent l'illusion qu'en se modernisant, en s'endettant, ils vivront mieux. C'est l'élimination des petits paysans qui vont garnir les Z.U.P. et les usines.

POURQUOI DES POIREAUX A 0,50 F/Kg ?

Un couple de jeunes maraîchers endettés a cultivé près de 15 tonnes de poireaux qu'ils devaient détruire. Après des rencontres entre paysans-travailleurs et des femmes des quartiers de Bellevue et SteLuce, celles-ci ont organisé par elles-mêmes l'arrachage, la mise en bottes et la vente sur leurs quartiers. 0,50 F étant ce que coûte approximativement le poireau avant l'arrachage.

Nous ne pouvons accepter que les familles ouvrières et les petits paysans payent "les crises du système capitaliste".

DIFFERENTS CIRCUITS DISTRIBUTION FRUITS ET LEGUMES
ou les barrières qui nous séparent!



1° / Grossistes, $\frac{1}{2}$ grossistes, succursalistes empochent chacun de 10 à 25 %, l'Etat 7 % de T.V.A. à chaque fois .

2° / Le raccourcissement du circuit par les coopératives ne profite pas au producteur , ni au consommateur , mais aux grandes surfaces .

PLESSE

DES TERRES EN FRICHES
DES JEUNES PAYSANS AU CHOMAGE

NON!

Depuis le 4 avril, à l'initiative des Paysans-Travailleurs, les paysans ont installé l'un des leurs sur une exploitation en friche, à Plessé.

LA QUESTION

Des terres en friche, on en voit partout. Plessé se place bien avec 200 ha de terres libres. Celles-ci, en partie exploitées par des marchands de bestiaux et compères, proviennent de locations suite au départ des fermiers au démantèlement de fermes viables et aux projets immobiliers. Il y a entre autres CAREIL, lieu de spéculation pour quelques promoteurs.

Les petits agriculteurs face au pouvoir de l'argent seront-ils contraints à plus ou moins long terme à une élimination progressive et ainsi à rejoindre les rangs des chômeurs ?

TOUTE EXPLOITATION QUI DISPARAIT EST UN LICENCIEMENT !

Ne laissons pas les marchands de bestiaux les récupérer ou les garder. Posons des actes concrets face aux promoteurs et spéculateurs de tout genre. La Vigne Marou comprend 32 ha, inutilisées depuis 3 ans, avec bâtiments d'exploitation laissés à l'abandon. Des jeunes cherchent des exploitations : procurons leur un emploi et installons MONIQUE ET ALAINE MAZERY à la VIGNE MAROU!

NOTRE REPONSE

VENDREDI 4 AVRIL, nous avons installé Alain et Monique à la Vigne Marou. Nous étions environ 70, à l'appel des paysans travailleurs, réunis vers 15 heures à quelques kms de la ferme. A 16 h, nous avons pris possession de la ferme alors que dans le même temps trois remorques amenaient le mobilier des époux Mazery. La cuisine était occupée par un peu de meubles appartenant au comte Armand, le propriétaire qui se trouve en état de faillite. Nous avons passé ces meubles dans une autre pièce, et aussitôt nous avons aménagé la cuisine avec les meubles des Mazery.

Directement, nous avons donné l'information à tout le département ainsi qu'à la presse et l'ORTF. Dans le même temps on s'est organisé pour assurer en permanence un piquet de garde.

SAMEDI 5, maintien du piquet de garde. Toute la journée, rôdage permanent de quelques sympathisants du comte considérés comme des agents de renseignements des flics et des notables. A 16 H, nous avons la visite d'un huissier, du maire, de l'avocat du comte, de la gendarmerie, le tout accompagné d'une quinzaine de gros bras locaux. Ils ont constaté la situation et une bonne explication a eu lieu avec eux. Vers 17 h, un avion civil a rodé pendant quelques minutes au-dessus de la ferme, sans doute pour prendre des photos.

DIMANCHE 6 installation officielle sur la ferme de Alain et Monique. Le matin, labour des terres, nettoyage des abords, réfection de certains bâtiments. Le midi, pique-nique en commun. L'après-midi, débats en carré-four et un film sur l'expulsion des Pellerin à Mésanger a été présenté. Dans toute la journée, on peut dire qu'il a passé environ 800 personnes, ce qui est un succès. Pendant tous les premiers jours, nous avons eu la visite des fascistes du coin, mais sans succès pour eux.

LUNDI 7, Le syndicat local jusqu'à ce jour n'avait pas pris position. Une rencontre est prévue pour l'après-midi. Au bout de 2 h de débats, il se prononce presque à l'unanimité pour le soutien à l'action. Le soir à 19 H visite de l'huissier qui apporte une convocation pour les époux Mazery les convoquant au tribunal de St Nazaire.

MARDI 8, à 10 H, nous allons à quatre au tribunal pour accompagner Alain, sa femme ne pouvant pas être présente au procès. Nous nous sommes retrouvés avec deux avocats défendant la partie adverse. Le soir, 17 H, le jugement est rendu : expulsion ordonnée immédiatement. Aussitôt, nous nous organisons pour faire face à une intervention des forces de l'ordre.

Nous sommes environ 200 présents bien décidés à maintenir les Mazery. Nous avons en soirée les sommations des gendarmes et de l'huissier, sans intervention des "forces de l'ordre"... A 19 h, assemblée générale au cours de laquelle nous décidons de transmettre au préfet par l'intermédiaire des gendarmes de St Nicolas le texte suivant :

"Le tribunal a décidé aujourd'hui de faire durer l'état de chômage d'Alain Mazery, proposé à la location des 32 ha de la Vigne Marou, et admet l'état de friche et d'inexploitation effective des terres. Face à cette position, nous reprecisons nos revendications qui sont :

- l'obtention dans les plus brefs délais d'un bail réglementaire et dans les mêmes conditions que pour les autres fermiers de Plessé.
- Nous demandons de connaître et de rencontrer les personnes ayant autorité et pouvoir dans la gestion du domaine de Fresnay. (Domaine du comte)
- Nous demandons au préfet d'en tenir compte et d'organiser une rencontre entre les parties intéressées."

La garde est assurée pour la nuit par une trentaine de gars.

MERCREDI 9, vers 5 à 6 h, nouvelle mobilisation comme convenu la veille. Pas d'intervention des flics. A 6 H 30, nous sommes réunis une centaine en assemblée générale pour décider de l'organisation de la journée. Huit équipes de travail sont prévues :

- Trois piquets de garde et d'accueil.
- deux équipes de travail sur l'exploitation pour la réparation d'un toit et pour les labours.
- une équipe pour rédiger cet article pour l'APL Nantes et Vent d'Ouest et une autre pour réaliser des affiches et affichettes.
- enfin une équipe pour les travaux ménagers.

A 10 H, la télé régionale est venue faire un interview que l'équipe Information a préparé. Cela occasionne un débat sur le rôle de l'information et l'attitude à adopter par rapport à la télé.

----- à suivre -----

LE SOUTIEN DES OUVRIERS DE GARNIER

Pendant tout le déroulement de cette action qui ne fait que commencer les ouvriers de chez Garnier, en lutte pour conserver leur emploi sont venus très nombreux soutenir les paysans à la Vigne Marou. Cela est dû aux nombreux contacts qui se sont établis surtout ces derniers temps entre les ouvriers et les paysans de la région de Redon. Aux différentes manifestations des ouvriers de Garnier, les paysans ont participé. Deux d'entre eux habitant en Morbihan, sont en ce moment en garde à vue à la suite de leur participation à la manifestation de lundi.

NOS PROJETS

Pour réaliser l'installation de Alain et Monique Mazery, nous avons prévu un système de financement. Nous demandons à tous les paysans et à tous ceux qui soutiennent cette lutte de verser de une à trois parts de 100F pour la mise en culture de cette année. Il nous faut trouver environ 50 000,00F. Si tout va bien, cet argent sera remboursé.

Mais nous prendrons aussi les moyens pour obtenir du Crédit Agricole de la MSA, ..., toutes les possibilités et tous les droits auxquels peut prétendre un jeune paysan.

Texte rédigé dans la matinée de mercredi 4 avril par la commission information du comité de soutien à Alain et Monique Mazery.

GARNIER - REDON

page 14

2300 personnes manifestèrent dans les rues de Redon contre les licenciements chez Garnier.

Toutes les entreprises étaient présentes sauf Bic.

Après les prises de paroles des organisations syndicales et paysans travailleurs, la manif fait un tour de ville plan plan.

Vers 17 h 30, des éléments incontrôlés (gasp!) de chez Garnier et quelques extérieurs (tiens, tiens) descendent un pilier du portail de la sous-préfecture. De ces quelques ruines monta la colère.

Et bon diou, l'imagination ne se fit pas attendre, les cailloux du ballast bien dimensionnés, ne voilà-t-y pas une arme bien faite pour les toits de la sous-préfecture ? Lamentablement, celui-ci creva sous la rire sarcastique des manifestants qui restaient bien en place.

Les pierres lancées par de beaux bras bien musclés et des frondes habilement maniées pleuvaient par cette belle soirée de printemps. Dieu que c'était beau et grandiose, on aurait aimé que tu sois là... et que tu vois la belle vitrine du super marché de monsieur le maire tomber.

Deux des nôtres furent touchés: une fracture à la jambe et une grenade en pleine face. Au centre hospitalier de Redon, les médecins soignent notre copain blessé à la face et se mettent à 3 ou 4 autour de lui, alors qu'il est seul et groggy, pour lui faire dire son nom. Il avait refusé de le donner au début; il faut savoir que dans un cas pareil, on n'est jamais obligé de donner son nom. On peut dire n'importe quoi, le médecin n'a pas le droit de vérifier en demandant la carte d'identité par exemple. Des manifestants ont été arrêtés puis relâchés.

Lundi, 7 Avril

BONSOIR M'SIEUR L'INSPECTEUR

L'inspection est depuis bien longtemps remise en question, et bien des enseignants, solitaires ou kamikazes (au choix...) ayant mis à la porte l'inspecteur qui venait les contrôler, en ont fait les frais. Cependant de plus en plus, s'élabore une *stratégie collective* contre ce système de contrôle et de répression. A Gonesse (95), par exemple, en janvier, à l'arrivée de l'inspecteur, des enseignants débrayaient et constituaient un comité de vigilance contre l'inspection. A Saint-Nazaire, récemment, professeurs et élèves ont complètement ridiculisé l'inspecteur général. Il serait peut-être aussi utile de « passer au piano », inspecteurs et inspectrices particulièrement dangereux, autrement dit de rassembler le maximum de renseignements sur leur pratique pour les publier dans *Libé*. Par exemple, sur Mme Bullier, inspectrice du primaire, qui en 74, a licencié Annie Le Grevellec (à Hennebont) et l'a inculpée ensuite pour diffamation. Alors écrivez-nous : service Ecole, *Libération*. Nous publions à ce sujet, un texte d'enseignants de Saint-Nazaire.

Depuis des années, nous discutons pour savoir comment lutter contre l'inspection. Nous restions prisonniers de l'alternative : mettre l'inspecteur à la porte, ou faire un nième texte signé collectivement. Le suicide, ou la routine : peu engageant ! Alors on cherchait...

Et puis Boisset, inspecteur général de français, s'est pointé au lycée de Saint-Nazaire. Il avait d'abord convoqué une réunion pour le second cycle. Discussion très sérieuse sur la nécessité de mettre l'ac-

cent sur Hermione plutôt que sur Andromaque, sur la contraction de texte, tout ça ponctué de « Oui, M. l'Inspecteur », de « Merci M. l'Inspecteur » ! Pendant ce temps, sur les pelouses, des centaines d'élèves en fête, qui revenaient de la manif : c'était le 11 mars...

Pour la réunion du 13, destinée au premier cycle, nous avons appelé les enseignants de toutes les disciplines des lycées, CET et CES à venir poser le problème de l'inspection. On se retrouvait plus d'une cinquantaine... Boisset, accompagné du proviseur de

la cité scolaire et de l'inspecteur régional, épèle son nom, raconte sa vie, celle de sa femme et de ses trois enfants. Il donne ensuite une information sur les épreuves du BEPC.

Alors, ça part ! On lui dit qu'on n'est pas venu pour ça, qu'on veut pas discuter de l'école et de l'inspection. Le ton monte. On lui demande s'il n'est pas ridicule de parler de problèmes aussi futiles, alors que les élèves sont en grève et manifestent dans la rue. Il se dérobe. On insiste : « Un inspecteur, c'est quoi ? Ça sert à quoi ? ».

Un autre copain attaque. Dès ce moment, on avait pris le pouvoir : les bons profs catastrophés restaient muets, l'inspecteur s'énervait, ses sous-fifres pâlis-saient. Ils n'étaient pas encore au bout de leur peine. Trompette en tête, quelques centaines d'élèves sont arrivés en criant : « Sélection, répression, c'est la loi de l'inspection » et « une autre école, une autre société ». Malgré une tentative du proviseur pour les ar-

rêter, ils envahissaient la salle de réunion. Insolence, questions, chahuts, rires... Merveilleux !

Et la discussion repart sur les divisions sociales, le rôle sélectif de l'apprentissage du « bon Français », etc. Comme le brave homme affirme accepter la charge de sa fonction sans vouloir la remettre en cause, on quitte la séance en lui déclarant que nous, on fera la remise en cause de l'école, non seulement sans lui, mais contre lui... Et on le laisse aux prises avec les élèves. En conclusion, nous disons qu'il existe des réponses collectives au problème de l'inspection. En appelant à une réunion de spécialité l'ensemble des enseignants hostiles à l'inspection, on change les rapports de forces, on permet une discussion offensive. Cet affrontement collectif, qui démystifie la fonction de l'inspecteur, transforme ensuite la relation qu'on a avec lui au moment de l'inspection.

**Des enseignants
de Saint-Nazaire**

BARBIN (suite de la page 7)

Le comble est que M. Barbin faisait contrôler dernièrement le bien fondé des arrêts de travail de ses infirmières par d'autres médecins de façon analogue à ce que fait l'entreprise SECUREX dans la métallurgie; qu'il est bien placé pour lutter contre l'absentéisme.

Les affiches n'ont pas du plaire, elles étaient déchirées dans la matinée du 9

oo
DES INTERIMAIRES LICENCIES FONT LA GREVE DE LA FAIM
oo

(DUBIGEON)

720 travailleurs intérimaires sont au chômage pour avoir soutenu la lutte des travailleurs du chantier et pour avoir déposé un cahier de revendications.

Demain cesera vous
Tout le monde s'en fout

Fait divers: "vers 10 H 15 hier, aux chantiers Dubigeon Normandie, un soudeur a été victime d'un accident. Au cours de son travail, il a fait une chute de son échafaudage et a été blessé à la colonne vertébrale; les "prompts secours" l'ont transporté au CHU. Il s'agit de Mr Abdel Kader ZIADI, 30 ans." (Presse Océan 4avril 1975)

Abdel Kader ne pourra plus travailler. C'était un travailleur intérimaire.

Tout le monde s'en fout.

Les intérimaires, main d'oeuvre docile, exploitable à merci, ne veulent plus être les jaunes de la classe ouvrière.

Pour la première fois, les intérimaires se révoltent. "Ne nous laissez pas tomber, camarades,, nous sommes des ouvriers comme vous, soutenez nous ! "

Devant l'indifférence générale, devant la démobilisation des intérimaires, devant la démission des syndicats, un groupe d'intérimaires a décidé de continuer la lutte.

Au fil des années, la direction du chantier a vidé la moitié de ses effectifs et financé un certain nombre d'agences intérimaires (86 agences en Loire Atlantique se partagent le gateau, plus de 700 à Paris). Le but du patronat est d'avoir à sa disposition une main d'oeuvre qualifiée et bon marché dont il peut se débarrasser à la moindre incartade sans risquer d'entrer en conflit avec un quelconque syndicat.

Il n'arrive pas tous les jours que des intérimaires lèvent la tête. Pourtant, dès le 15 mars, ils se sont solidarisés de leurs camarades travailleurs fixes du chantier, qui luttèrent pour le renouvellement des accords d'entreprise. Les intérimaires n'étaient plus des briseurs de grève. Ils ont débrayé avec leurs camarades pour soutenir un projet d'accord dont ils ne seraient pas bénéficiaires.

Un premier pas était franchi, le deuxième provoquera le licenciement de tous les travailleurs intérimaires. Dès le 26 février, les travailleurs de la société intérim Atesma montent un syndicat et appellent les travailleurs de toutes les boîtes d'intérim à s'organiser. Un cahier de revendications portant sur 14 points a été élaboré en commun et déposé devant l'inspection du travail où le principe d'un accord inter entreprise était acquis avec les principaux marchands de viande nantais.

S'en était trop pour la direction de Dubigeon. Avec certainement l'accord des esclavagistes, elle décide de "remettre la totalité du personnel emprunté à la disposition de leurs employeurs et de maintenir cette mesure jusqu'à ce que le calme soit revenu."

Entendez par là: "maintien du lock out des intérimaires jusqu'à ce que les travailleurs du chantier renoncent à leurs projets d'accord d'entreprise!" Autrement dit, c'est la faute des travailleurs fixes si vous êtes au chômage aujourd'hui; prenez-vous-en à eux.

Bravo pour la tentative de division, monsieur le PDG, bien joué; Mais les intérimaires ne sont pas tombés dans le panneau. Ils restent solidaires des travailleurs de Dubigeon. Ils exigent la réintégration immédiate, la satisfaction de leurs revendications, la levée de toutes les sanctions et la signatures des accords d'entreprise.

Pour donner plus de poids à leur action, une dizaine d'entre eux commencent à partir de mardi soir une grève de la faim illimitée dans une salle de la fraternité protestante, rue Amiral Duchaffault à Nantes. Ils appellent tous les ouvriers, étudiants lycéens, paysans, à soutenir leur lutte. Ils demandent également à tous les travailleurs intérimaires, conscients de la gravité de leurs problèmes à organiser un vaste mouvement national pour exiger la création d'un statut du travailleur intérimaire.

EN BREF

Lundi 6 avril. Rentrée scolaire. Contre la réforme Haby, 50 % des élèves en grève à la Chauvinière. Grèves partielles à la Colinière et à Rozé. Grève de la moitié des profs de Clémenceau mardi à l'appel du SGEN et du SNES

OUVRIERS LICENCIÉS...

6 avril. Atlas à Issé: 53 licenciements sur 540 employés.

9 avril. Treillières. 75 licenciements chez Féret. L'entreprise ferme ses portes.

... ET PATRONS SEQUESTRES

8 avril. L'administration provisoire, le syndic et son adjoint sont sequestrés plusieurs heures par les travailleurs de la Sotrimec (St Nazaire). C'est Mr Chemard, administrateur provisoire, qui se trouvait visé, "il avait été prévenu qu'il ne serait pas libre de ses mouvements s'il venait à participer au comité d'entreprise", rappellent les syndicats CGT-CFDT. Il est reproché " d'avoir apporté sa contribution à la liquidation.

9 avril. PDG libéré après 30 heures de séquestration par les travailleurs de chez Gouteron (bateaux de plaisance. La Baule). Les 49 licenciements sont temporairement annulés, paiement des jours de grève, annulation de toute sanction.

DEBRAYAGES...

5 avril. Brissonneau (BLM). débrayage spontané contre l'augmentation des cadences de 96 à 143 pièces par jour sur les séries Renault. La direction lève alors les menaces contre les travailleurs qui refusent ces cadences.

8 avril. 24 heures de grève dans l'industrie routière en Loire Atlantique (CGT-CFDT) pour les revendications et pour l'emploi. Les employeurs, "en raison de la situation économique, proposaient 0,55 % d'augmentation des salaires, ce qui avait été apprécié comme ridicule et insultant par les salariés ". Grève largement suivie à la Colas, la SCREG, Bourdin et Chaussée, la Sacer, la SBTP à Couéron, entreprise occupée par le personnel toute la journée contre 20 licenciements.

8 avril. Dubigeon Normandie (Nantes). Le conflit ouvert depuis 15 jours pour le renouvellement de l'accord d'entreprise continue. La direction offre 2 %.. Dubigeon avait jusqu'à présent une des accords les meilleurs dans la région nantaise. Débrayage d'une heure, manifestation dans les bureaux administratifs, blocage des ponts Bailey. La détermination du personnel suit la courbe ascendante, d'après les syndicats.

9 avril. La grève continue à la SAO-informatique. La CFDT demande 250 F pour tous et 4 semaines de congé consécutives.

UN PATRON CONDAMNÉ

9 avril. Sambron (Pontchâteau): le lock out de 1971 était illégal. Le jugement de la cour d'appel de Caen donne raison à la CFDT, c'est la première fois qu'un tribunal condamne aussi nettement un lock out. Dans le cas "le meilleur", Sambron pourrait avoir à verser 60 millions anciens au 450 membres du personnel.

GROUPE D'ACTION NANTES NORD

**Des bus pour le quartier nord
(Bout des Landes
et Bruyères) :**

Une première antenne en avril...

En feuilletant le document budgétaire du primitif 75, M. Pellerin a apporté une précision en ce qui concerne la desserte du quartier des Bout-des-Landes et Bruyères par un service de transports en commun. On sait qu'une délégation des habitants du quartier nord s'était rendue devant la mairie pour se plaindre de la carence de certains équipements et regretter notamment que les liaisons par bus vers le centre-ville soient pratiquement inexistantes.

Un remède va être apporté à cette situation, pour permettre aux habitants du Bout-des-Landes et des Bruyères de venir à Nantes-centre avec plus de facilité. Et un

crédit de 991 200 F figure au budget de cette année pour l'aménagement de la voirie qui permettra cette desserte régulière. Mais dès maintenant M. Pellerin a apporté une précision - et un espoir - aux gens... du nord :

« A la suite de pourparlers avec la direction de la C.M.T.C., nous avons obtenu a-t-il dit, de créer une première « antenne » au Bout-des-Landes dès les premiers jours d'avril. Cette antenne sera ensuite développée et améliorée en fonction des travaux de voirie qui seront exécutés. Mais les aménagements les plus importants seront en place pour la rentrée de septembre-octobre ».

**DEVANT LA PRESSION DES
HABITANTS DU NORD DE NANTES
ET DES MILITANTS DU GROUPE
D ACTION NANTES NORD
LA MUNICIPALITE VA PROLONGER
LA LIGNE DE BUS JUSQU'AU
BOUT DES LANDES**

**AU PLUS TARD LE
10 AVRIL**

CONTINUONS A NOUS DEFENDRE

LE TELEPHONE LE CHAUFFAGE

il reste beaucoup a faire !!! LES CHARGES LOCATIVES
LES COMMERCES

ET LA LUTTE POUR

DES ESPACES VERTS

FACE AU PROJET

D' AUTOROUTE

UN CIMETIERE

DE LA PRISON



REJOIGNEZ LE GROUPE ACTION NANTES NORD

55 RUE DE BREST NANTES

Réunion tous les jeudis soirs

Soutenez l'action en diffusant l'auto collant ci-dessus

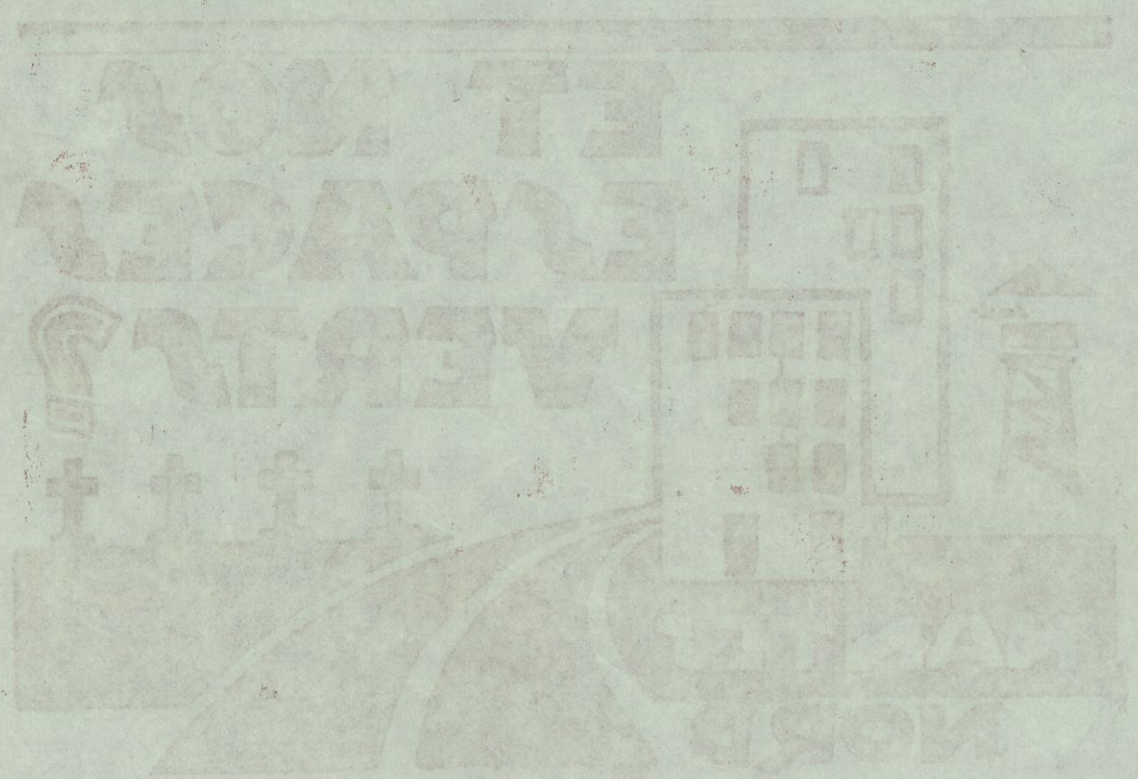
MANIFESTE D'ACTION NANTES NORD

DEBUTANT LA PRESSION DES
HABITANTS DU NORD DE NANTES
ET DES MILITANTS DU GROUPE
D'ACTION NANTES NORD
LA MUNICIPALITE VA PROLONGER
LA LIGNE DE BUS JUSQU'AU
BOUT DES LANDES

Des bus pour le quartier nord
(Bout des Landes
et Bruyères)

Le maire, M. ...
a déclaré que la
municipalité ne peut
pas assumer ces
charges supplémentaires
et que les habitants
doivent trouver
une solution
collective.

RU PLUS TARD ...
LE TELEPHONE ...
LES CHARGES LOCALITIVES ...
LES COMMERCES ...



LES ESPRITS-VEUS
FACE AU PROJET
D'AUTOBUS
CHARENTAIS
PRISON

REJOIGNEZ LE GROUPE ACTION NANTES NORD
55, RUE DE BRISTOL, NANTES
Groupe d'action en faveur de la ligne de bus